



Décision individuelle N°2019-339

Pétitionnaire : Thierry OLLIER

Adresse : 1390 Chemin René Pouchol – 06670 Levens

Nature de la demande : Introduction de chien en cœur de Parc national

Intitulé du projet : Capture et marquage de Lagopède alpin dans le cadre du projet Alcotra CClimaTT

Localisation : communes d'Entraunes, d'Uvernet Fours, d'Allos et de Colmars

Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L. 331-4-1 ;

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15 ;

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 1-III d'application de la réglementation dans le cœur ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4 ;

Vu la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'établissement public du Parc national du Mercantour ;

Considérant la signature de la charte des conducteurs de chiens d'arrêt en date du 15 juillet 2019 ;

Considérant que l'établissement public du Parc national du Mercantour s'est engagé dans le programme « ALCOTRA CClimaTT » (2017-2020), consacré à l'étude des changements climatiques et de leurs incidences sur l'espace transfrontalier couvrant les Parcs nationaux du Mercantour (PNM) et des Écrins (PNE) ainsi que les territoires des Parcs italiens d'Alpi Marittime (EAM), de Gesso e Stura (PFGS) et de l'Unione di Colline di Langa e del Barolo (UCLB) ;

Considérant que ce programme et les activités scientifiques qui en découlent, contribuent à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'établissement public ;

Considérant que le Lagopède alpin constitue une espèce indicatrice des milieux froids arctico-alpins et qu'ils représentent « des relictés glaciaires » en limite méridionale de leur aire de répartition dans les Alpes et dans les Pyrénées ;

Considérant à ce titre, que l'étude de l'espèce et de ses évolutions locales concourt pleinement aux objectifs du programme CClimaTT ;

Considérant que les milieux de haute altitude situés entre Haut-Var, Haut-Verdon et Ubaye, constituent une référence pour l'observatoire des galliformes de montagne, en particulier pour le suivi du Lagopède alpin (*Lagopus muta*), espèce faisant l'objet d'un comptage depuis 1996 sur les sites de la Cayolle et du Lac d'Allos ;

Considérant que les chiens d'arrêt représentent un moyen fiable de localiser les individus de Lagopède alpin dans leur habitat et ce malgré leurs grandes capacités de dissimulation visuelle, facilitant ainsi les opérations de capture à l'épuisette ;

Considérant la nécessité d'encadrer l'introduction de chien en cœur de Parc national pour garantir leur concours ou leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci ;

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Monsieur Thierry OLLIER, ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé à introduire temporairement des chiens d'arrêt dans le cœur du Parc national.

Cette introduction temporaire est exclusivement limitée et réservée à la mise en œuvre des opérations de capture de Lagopède alpin organisées dans le cadre du programme ALCOTRA CCLIMATT (2017-2020).

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Charte OGM*

2.1. Le bénéficiaire est tenu de signer la charte des conducteurs de chiens d'arrêt établie par l'Observatoire des Galliformes de Montagne.

- *Divagation et acte de chasse*

2.2. Toute divagation de chien en cœur de parc est interdite. Ces derniers devront rester à portée de voix de leur maître ou de tout instrument permettant leur rappel.

2.3. Toute action de chasse est interdite, ainsi que le port d'arme ou de munition.

Article 3 : Durée

3.1. La présente autorisation est délivrée pour les années 2019 et 2020 entre le 1^{er} juillet et le 15 août.

3.2. Les dates exactes des opérations seront communiquées aux chefs des deux services territoriaux concernés au plus tard 2 jours avant leur mise en œuvre effective. La réponse écrite de l'un des deux chefs de service territorial est requise en préalable de chacune des opérations, de sorte à porter à la connaissance du bénéficiaire toutes sujétions ou indications complémentaires. Ces éventuelles sujétions complémentaires sont à la charge du bénéficiaire.

Contacts :

- service territorial du Haut-Var : 04 93 05 59 43

cheffe de S.T – DENTZ Clémentine (clementine.dentz@mercantour-parcnational.fr)

- service territorial Ubaye et Verdon: 04 92 83 04 18

chef de S.T – FRIBOURG Xavier (xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 16 juillet 2019

Le directeur-adjoint
du Parc national du Mercantour

Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial Ubaye Verdon
- service territorial Haut Var Cians

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.